

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 72

Présents : 49
Excusés : 15
Absents : 8

REUNION DU 12 NOVEMBRE 2018

Le président certifie, sous sa responsabilité, le caractère
exécutoire du présent acte (conformément à l'article
L2131-1 du CGCT)

Affiché le :

L'an **DEUX MILLE DIX HUIT**, le **LUNDI DOUZE NOVEMBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **SIX NOVEMBRE DEUX MILLE DIX HUIT**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Madame Martine VALLETON.

<u>ETAIENT</u>	M. AMARI Farid, M. ARDJOUNE Madani, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, M. BELMOUDEN Fatima, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CAPO-CANELLAS Vincent, M. CARRE Julien, M. CHABANI Hamid, M. CHALLIER Guy, M. CHAUSSAT Jacques, M. COCOZZA Merzouba, M. DE CARVALHO Virginie, M. EL KOURADI Fouad, M. ELSODY Arhella, M. GRAMFORT Mathieu, M. HOPPE Yannick, M. JAOUANI Amel, M. LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. LAGNEAU Muriel, M. LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAURENT Daniel, M. LEMARCHAND Brigitte, M. LEVE Séverine, M. MABCHOUR Najet, M. MAHMOUDI Yacine, M. MANGIN Anthony, M. MARCHOIS Maryline, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, M. MISSOUR Sabrina, M. MONTES Mathieu, M. NICOLAS Frédéric, M. PINHEIRO Amélie, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAGNA Fatou, M. SAGO Aïssa, M. VALLETON Martine, M. VANDENABELLE Bernadette, M. VAUBAN Maryline, M. VAZ Micaël, M. VERTE Monique, M. WATTEZ Robert, M. YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.
<u>PRESENTS :</u>	
<u>EXCUSES</u>	Mme ARAB Dalila, M. ASENSI François, M. BOUMEDJANE Karim, M. BOUR Patricia, M. COMAYRAS Christine, M. DELMAS Anne-Marie, M. DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. DUBOE Nicole, M. GATIGNON Stéphane, M. MARIOT Claude, M. MOREIRA Véronique, M. QUERUEL Marie-Jeanne, M. RAMADIER Alain, M. SALINI Stéphane, M. WANLIN Elsa,
<u>AYANT DONNE POUVOIR A</u>	Mme SAGNA Fatou, M. ARDJOUNE Madani, M. CARRE Julien, M. VAZ Micaël, M. LEMARCHAND Brigitte, M. BAILLON Jean-François, M. BELMOUDEN Fatima, M. DE CARVALHO Virginie, M. MABCHOUR Najet, M. VALLETON Martine, M. WATTEZ Robert, M. CHALLIER Guy, M. PINHEIRO Amélie, M. MANGIN Anthony, M. GRAMFORT Mathieu,
<u>ABSENTS</u>	Mme AUTAIN Clémentine, M. BARON Stéphane, M. BESCHIZZA Bruno, M. FERREIRA Lino, M. MAROUN Séverine, M. MORIN Sébastien, M. ROLAND IRIBERRY Nelly, M. SEGURA Angela,
<u>SECRETAIRE DE SEANCE</u>	Mme Brigitte LEMARCHAND

DELIBERATION N°115 – AMENAGEMENT – PROJET DE CONSTRUCTION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER DE LOGEMENTS ET DE COMMERCE SIS ANGLE DES AVENUES JEAN JAURES, HENRI BARBUSSE ET RUE HENRI LONGATTE – DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE CONJOINTE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET PARCELLAIRE

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Anthony MANGIN,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 5219-5,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L110-1 ; L 121-1 à 121-5 ; L 122 7 ; R 111-1 et R 111-2 ; R 112-1 à R 112-24 ; R 121-1 et R 121-2 s'agissant de l'enquête préalable à la DUP ; et les articles R 131-1 à R 131-10 et R 131-14 s'agissant de l'enquête parcellaire,

Vu le code de l'environnement, notamment l'article R 122-2,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.221-1, L. 300-1 et L 314-1,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.110-1 et L. 103-2,

Vu la délibération du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 9 avril 2018 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la commune de Drancy

Vu le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire, annexés à la présente délibération,

Considérant les conclusions de l'étude urbaine et architecturale réalisée par l'atelier Castro en avril 2013,

Considérant la volonté de la commune et Paris Terres d'Envol de marquer, par la réalisation d'un ensemble immobilier, la véritable centralité de la commune dans la continuité du projet de réaménagement de l'îlot du marché

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20181112-115-12-11-2018-
DE
Date de télétransmission : 20/11/2018
Date de réception préfecture : 20/11/2018

Considérant les objectifs poursuivis par le projet de construction d'un ensemble immobilier de logements, dont environ 30 % de logements locatifs sociaux l'ambition, ainsi d'une offre commerciale :

- **Mettre en valeur le véritable centre-ville de Drancy**, aujourd'hui très difficilement identifiable comme tel, par la création d'une centralité commerciale faisant écho au programme de réaménagement de l'îlot du marché
- **Mettre en valeur ce secteur de la ville très fréquenté**, en offrant un aménagement d'ensemble cohérent et soigné du point de vue architectural et paysager œuvrant ainsi à la réalisation d'un front urbain.
- **Renforcer la vocation commerciale de ce secteur de la ville**, par la création de locaux commerciaux susceptibles de diversifier l'offre existante ;
- **Tirer parti de ce potentiel foncier idéalement localisé en cœur de ville**, à proximité de tous les services, pour y développer une offre de logements nouvelle, contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs locaux en matière d'habitat.

Considérant la volonté de l'EPT Paris Terres d'Envol de sécuriser les démarches amiables entreprises, auprès des propriétaires concernés en engageant, dès aujourd'hui, la procédure de déclaration d'utilité publique dudit projet,

Considérant qu'en application de l'article R 122-2 du code de l'environnement et au vu des caractéristiques du projet, le projet n'est ni soumis à évaluation environnementale systématique, ni soumis à évaluation environnementale au cas par cas.

Après en avoir délibéré :

- **Approuve** le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, ainsi que le dossier d'enquête parcellaire,
- **Sollicite** auprès du préfet l'ouverture conjointe de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe,
- **Autorise** le président à solliciter auprès du préfet, à l'issue de l'enquête publique conjointe, la déclaration d'utilité publique du projet ainsi que l'arrêté de cessibilité pour les parcelles identifiées comme étant nécessaires à la réalisation du projet, au profit de L'EPT Paris Terres d'Envol,
- **Autorise** le président à signer tous les actes se rapportant à cette procédure.

Adopté à l'unanimité



Le président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20181112-115-12-11-2018-
DE
Date de télétransmission : 20/11/2018
Date de réception préfecture : 20/11/2018